



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 326

11 juin 2010

**Dévoilement du
Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale**

Retour à l'expéditeur!



Dimanche dernier, lors d'une conférence de presse d'où étaient exclues des organisations qui travaillent directement sur le terrain avec les personnes vivant la pauvreté, les ministres Sam Hamad et Lise Thériault ont dévoilé le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale. Les principales mesures de ce plan avaient déjà été annoncées dans le budget du Québec 2010-2011, en mars dernier. Rien de vraiment neuf n'apparaissait dimanche.

À l'extérieur du patro Le Prévost, où se tenait la conférence de presse, l'équipe du Collectif, des membres et des alliés, comme la FECQ, la Coalition pour l'arrêt du détournement des pensions alimentaires et la Coalition antipauvreté de Montréal, répondaient, sous une pluie battante, aux questions des journalistes. À l'intérieur, le ministre Hamad exigeait des groupes qu'ils prennent le temps de lire le plan du gouvernement avant de le critiquer.

Eh bien, après avoir lu, relu et analysé le nouveau plan, comme le souhaitait le ministre, le Collectif a vu ses craintes confirmées et est arrivé à un constat désolant: ceci n'est pas un plan de lutte à la pauvreté.

Ceci n'est pas un plan de lutte à la pauvreté

Lundi, le Collectif a fait part de ses premières analyses en réagissant dans de nombreux médias à travers le Québec et par voie de

(suite en page 2)

(suite de la page 1)

communiqué (voir les pages 3 et 4 de cette Soupe). À chaque entrevue, le même message était passé: ceci n'est pas un plan de lutte à la pauvreté.

En effet, le nouveau plan déposé par le gouvernement correspond, à peu de choses près, à la reconduction intégrale du premier plan 2004-2010 qui n'a que trop montré ses limites. Près de la moitié des nouveaux investissements de 1,3 milliard de dollars serviront à compenser partiellement des hausses de taxes et de tarifs annoncées dans le dernier budget du Québec. Le plan n'améliore pas vraiment les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté; il ignore les droits humains, il passe outre

les objectifs et obligations de la loi et il ne fait pas face aux enjeux sociaux pressants mis en évidence ces dernières années.

Lancement de la campagne *Retour à l'expéditeur*

Pour toutes ces raisons, le Collectif lance sa campagne *Retour à l'expéditeur*. Il invite tout le Québec à refuser la livraison du nouveau plan d'action et à le retourner à son expéditeur, le gouvernement. La campagne, qui débute avec une opération de retour postal, s'échelonne jusqu'au 22 septembre, date où aura lieu une grande manifestation à Québec. D'ici là, plusieurs actions sont à prévoir dans plusieurs régions du Québec. Le Collectif diffusera en

temps et lieu toutes les informations sur ces actions. N'hésitez pas à visiter notre site!

Pour la justice sociale

Le Collectif continue à parfaire son analyse afin de mieux expliquer ses critiques et de convaincre la population québécoise que ce nouveau plan n'est pas à la hauteur des ambitions qu'elle a en matière de lutte à la pauvreté et aux inégalités. Oui, il est possible de partager ces valeurs de solidarité, de justice sociale, de redistribution de la richesse et de développement durable mises de l'avant par le gouvernement. Malheureusement, il sera impossible de réaliser ses valeurs avec les mesures qu'il propose.

ENSEMBLE, Autrement!

Faire du chemin vers l'égalité



Le Collectif tiendra les journées **ENSEMBLE, Autrement! 2010**, les 21 et 22 septembre prochain, à l'Université Laval (Québec). L'évènement vise à rassembler une diversité de forces vives et à pousser plus loin la réflexion et l'action sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. L'idée est de penser, décider et agir ENSEMBLE, entre personnes qui vivent et combattent la pauvreté et les inégalités ainsi que leurs alliés dans cette lutte: intervenantEs, militantEs et chercheurEs. Le but de ces journées est de montrer que l'élimination de la pauvreté passe par des changements sociaux profonds.

Faire du chemin vers l'égalité

Le thème, cette année, est l'égalité et les obstacles qui empêchent de l'atteindre, c'est-à-dire les inégalités sociales, politiques et économiques qui continuent à se creuser. Malgré toutes les prétentions du gouvernement, les gestes pour éliminer la pauvreté ne sont pas posés. Que faire devant ce monde qui semble se bâtir sur l'injustice? Quelles solutions proposer? C'est le sentier que nous souhaitons emprunter lors du prochain ENSEMBLE, Autrement!

Un programme préliminaire

L'édition 2010 comprendra trois blocs d'ateliers, en lien avec la conjoncture. Ces blocs visent à mieux comprendre les inégalités et les mécanismes qui les créent, à se familiariser avec d'autres façons de fonctionner qui visent l'atteinte de l'égalité et à imaginer des actions collectives pour y arriver.

*Bloc A : Scruter les inégalités à la loupe

Ce bloc vise à tracer un portrait des inégalités et à analyser les causes et les mécanismes qui les engendrent.

*Bloc B : Des chemins vers l'égalité

Quelles alternatives sont possibles? Où voulons-nous aller? Quels autres choix politiques sont possibles? Ce bloc vise à se placer en mode « proposition » pour transformer notre société et paver la voie de l'égalité.

Bloc C : Des pas à faire : agissons!

Comment transformer la société ENSEMBLE

et AUTREMENT? Ce bloc vise à passer de la réflexion à l'action pour combler l'écart entre notre volonté d'égalité et celle de la société et de son gouvernement.

Aussi, dans le cadre de la campagne *Retour à l'expéditeur*, une manifestation aura lieu le 22 septembre en après-midi, afin de montrer avec force notre refus du deuxième plan d'action gouvernemental. Ça terminera en beauté ces deux journées passées ensemble à réfléchir, proposer et agir!

Contributions recherchées

Si vous souhaitez animer un atelier lors de ces journées incontournables, visitez le site du Collectif: l'appel de contribution et plus de détails s'y trouvent. Pour toutEs ceux et celles qui veulent y participer, la programmation finale et la fiche d'inscription seront disponibles au retour des vacances. Alors, à vos calendriers pour y inscrire cet évènement important d'un automne qui s'annonce chaud! 🌿

Dévoilement du
Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale
Ceci n'est pas un plan de lutte

Québec, 7 juin 2010 – Après avoir lu et analysé le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, comme l'a demandé le ministre Sam Hamad, le Collectif voit ses craintes confirmées : ceci n'est pas un plan de lutte à la pauvreté

La reconduction d'un premier plan limité

Le nouveau plan du gouvernement correspond à peu de choses près à la reconduction intégrale du premier plan qui a couvert la période 2004-2010. Malgré de bonnes mesures, comme le soutien aux enfants, et des mesures aux impacts mitigés, telle la prime au travail, ce premier plan n'a que trop montré ses limites. Il a notamment abandonné à leur sort les personnes sans travail et sans enfants : « Rien n'est mis en place dans le second plan pour corriger cette injustice criante, même si elle a été reconnue par le gouvernement », a déploré Robin Couture, porte-parole du Collectif.

De nouvelles mesures contre la pauvreté ?

Près de la moitié des nouveaux investissements, totalisant 1,3 milliard de dollars, serviront à un crédit d'impôt pour la solidarité qui, dans les faits, ne fait que compenser partiellement des hausses de taxes et de tarifs annoncées dans le dernier budget du Québec. Ce crédit n'améliore en rien le sort des personnes en situation de pauvreté. Tout au plus, il les maintiendra dans un statu quo intenable. Quant à l'indexation des prestations d'assistance sociale, elle ne peut être considérée comme une mesure de lutte à la pauvreté : elle ne fait qu'empêcher la dévaluation des prestations. « C'est comme la bonification de l'exemption des pensions alimentaires : elle ne constitue qu'une diminution du détournement que l'État fait au détriment des enfants », a ajouté M. Couture. Du côté du logement social, les 3 000 nouvelles unités annoncées sont bien loin de l'engagement électoral pris en 2008 par Jean Charest qui avait promis de financer au moins 3000 logements sociaux par année sur une période de cinq ans.

Une insistance qui laisse perplexe

L'insistance mise par le gouvernement sur la mobilisation et la concertation des acteurs régionaux et locaux de la société civile laisse perplexe. « C'est difficile d'être contre la vertu, surtout lorsqu'elle se drape de solidarité et d'inclusion. Cependant, il est pour le moins curieux d'annoncer qu'on mobilise l'ensemble de la société lors d'une conférence de presse d'où on exclut des organisations qui luttent contre la pauvreté sur le terrain, en particulier celle qui est à l'origine de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, loi que le ministre bafoue régulièrement », a commenté M. Couture. « La mobilisation régionale et locale ne pourra porter ses fruits que si elle s'appuie sur des mesures de relèvement du revenu à l'échelle nationale, ce qui n'est pas dans le plan gouvernemental. »

Un manque de vision

Si le train de mesures annoncées donne une impression d'ampleur, il cache mal le manque de vision du gouvernement. De un, il fait fi de la convergence de vues qui s'est dégagée lors de ses propres consultations et ignore la presque totalité des propositions mises de l'avant par le mouvement citoyen québécois lors de ces consultations. De deux, les visées du gouvernement sont loin d'être claires : il a écarté la question des cibles de revenus à atteindre, alors que la Loi lui faisait l'obligation d'en fixer, et il n'a aucune visée sur une progression à faire et les moyens à utiliser. De trois, lorsqu'il se compare aux autres provinces et pays, le gouvernement se félicite un peu trop rapidement ; il choisit de mettre de l'avant les indicateurs de pauvreté qui servent son propos ; il met de côté les questions liées à l'accroissement des inégalités ou à l'accessibilité aux services publics, menacée par le budget du Québec 2010-2011. « Bref, de dire M.Couture, rien n'est acquis dans la lutte à la pauvreté : le gouvernement mise sur des mesures qui ont démontré leur inefficacité et il omet volontairement des solutions qui s'imposent si on veut progresser. »

Le lancement de la campagne *Retour à l'expéditeur*

Le Collectif a profité de sa conférence de presse pour lancer officiellement la campagne Retour à l'expéditeur. En effet, le nouveau plan déposé hier n'améliore pas vraiment les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté, il ignore les droits humains, il passe outre les objectifs et obligations de la loi et il ne fait pas face aux enjeux sociaux pressants mis en évidence ces dernières années. « Pour toutes ces raisons, nous invitons tout le Québec à en refuser la livraison et à le retourner à son expéditeur, le gouvernement. Le mouvement citoyen de lutte à la pauvreté est entêté et exigera sans faillir la justice sociale dont le gouvernement se réclame aujourd'hui », de conclure M. Couture.

Actif depuis 1998, le Collectif pour un Québec sans pauvreté regroupe 35 organisations nationales québécoises, populaires, communautaires, syndicales, religieuses, féministes, étudiantes, coopératives ainsi que des collectifs régionaux dans quinze régions du Québec. Des centaines de milliers de citoyenNEs sont ainsi représentées à travers lui. Depuis le début de son action, le Collectif travaille AVEC les personnes en situation de pauvreté.

-30-

Renseignements : Martin Michaud, responsable des communications. Cellulaire : 418-254-7238.

Courriel : communications@pauvrete.qc.ca. Site Internet : www.pauvrete.qc.ca



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca